

Zeitschrift: Wasser- und Energiewirtschaft = Cours d'eau et énergie
Herausgeber: Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband
Band: 35 (1943)
Heft: 10-11

Artikel: "Falscher Alarm"
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-921336>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

procurer à un tiers un enrichissement illégitime, la peine est la réclusion pour cinq ans au plus ou l'emprisonnement.

Cette disposition marque un progrès sur l'art. 58 de la loi de 1902, dont elle a pris la place. D'une part, elle a augmenté la peine, qui à l'art. 58 était l'amende de 3000 fr. au plus ou l'emprisonnement d'un an au maximum. D'autre part, l'art. 58 ne déclarait punissable que le détournement d'énergie électrique commis dans une intention de profit illicite. L'usager à qui le fournisseur avait coupé le courant, mais qui en continuait cependant la consommation, tout en étant prêt à payer la somme indiquée au compteur, échappait à la répression pénale. Il en était de même du délinquant qui agissait non par esprit de lucre mais exclusivement dans le dessein de nuire. Actuellement ces cas seront également déferés aux tribunaux, en vertu de l'art. 146, alinéa 1.

Sous l'empire de l'art. 58, le Tribunal fédéral avait défini la notion de détournement. D'après l'arrêt de principe publié au recueil officiel (55 I 283), l'art. 58 s'appliquait tant à l'abonné qu'à celui qui ne l'était pas. Toutefois, si l'auteur était abonné avec compteur, la jurisprudence de la Cour fédérale de cassation distinguait deux cas: celui où l'auteur avait empêché le courant consommé de traverser le compteur et celui où le passage se faisait normalement, l'infraction consistant alors à modifier, au détriment de la centrale, le fonctionnement de l'appareil de mesurage. Le Tribunal fédéral n'admettait pas qu'il y eût détournement dans cette dernière hypothèse. Il renvoyait notamment aux dispositions sur l'escroquerie.

On a critiqué cette jurisprudence.² Il semble toutefois que la disposition actuelle de l'art. 146 ne donnera pas lieu à une autre interprétation. Celui qui altère les indications du compteur ne soustrait pas l'énergie à une installation électrique: cette énergie suit en effet la voie normale jusqu'à ce qu'elle soit consommée.

L'installation électrique rentre d'après l'art. 146 dans les installations servant à utiliser une force naturelle. Il faut prendre cette expression dans son sens le plus large d'installations de distribution et de consommation. L'article 146 doit s'appliquer partout où

une soustraction est possible. Le Code précise encore que ces installations doivent appartenir à autrui. Or, l'élément essentiel de l'infraction réside dans le fait que l'énergie, et non l'installation, est d'autrui. Cependant, l'énergie d'autrui provient toujours d'une installation qui n'appartient pas au délinquant, même si l'endroit de la soustraction est situé sur des installations dont il est propriétaire (p. ex. des installations intérieures). Il n'en reste pas moins que l'expression retenue par le législateur est malheureuse.

Règles communes.

Les infractions définies aux art. 146, 228 et 239 du Code se poursuivent d'office, sur dénonciation. Une plainte, au sens formel du terme, n'est pas nécessaire.

La prescription du droit de l'autorité de poursuivre le délinquant est réglée par l'art. 70 du Code. D'après cette disposition l'action pénale se prescrit par dix ans si l'infraction est passible de la réclusion, par cinq ans si elle mérite une autre peine.

Autres dispositions.

Des dispositions pénales de la loi de 1902 seul l'art. 60 est resté en vigueur. Il vise les contraventions aux ordres donnés par l'Inspectorat des installations à fort courant en vertu des prescriptions édictées par le Conseil fédéral. La peine est l'amende jusqu'à 1000 fr. Elle est infligée par le Conseil fédéral.

Le Code pénal militaire du 13 juin 1927, adapté au Code pénal suisse par la loi fédérale du 13 juin 1941, contient un article 166 qui correspond à l'article 228 du Code pénal suisse; à l'article 171, il protège l'exploitation des services de distribution d'eau, de lumière, d'énergie et de chaleur dans les mêmes termes que l'article 239 du Code pénal suisse. En revanche, la soustraction d'énergie n'y est pas prévue. Cette lacune est d'autant plus regrettable qu'elle ne saurait être comblée par l'application des dispositions sur le vol, l'abus de confiance ou le détournement, qui toutes visent des choses mobilières. En effet l'électricité n'est pas une chose: le législateur fédéral l'a reconnu non seulement dans le Code civil (en distinguant les choses d'une part et les forces naturelles de l'autre), mais encore en introduisant une disposition particulière, celle de l'article 146, dans le Code pénal suisse.

² Kummer: Unrechtmässige Entziehung von Energie. Thèse zurichoise 1936, p. 49 ss

«Falscher Alarm»

Die «Mittelpresse» verbreitete in den Tagen vom 22./23. Sept. 1943 mit dem Zeichen Wy. einen Artikel unter dem Titel «Falscher Alarm», der ihr von sachkundiger Seite zugegangen sei. Der Artikel

nimmt Bezug auf die Meldungen in der Presse, wonach aller Voraussicht nach mit verschärften Einschränkungen im Energieverbrauch im kommenden Winter zu rechnen sei. Begründet werde dies mit

dem Hinweis auf die grosse Trockenheit dieses Sommers und auf die Tatsache, dass die meisten Speicherbecken unserer Kraftwerke einen tiefen Wasserstand aufweisen. Ja, es wurde gesagt, dass einzelne Becken, die in der Hauptsache auf Niederschläge angewiesen seien, halb leer stünden, und es sei nicht damit zu rechnen, dass dieser Ausfall noch gedeckt werden könne. Der Wy-Artikel stellt fest, dass diese Meldung keineswegs den Tatsachen entspreche und sucht dies durch Angaben über den Stand der verschiedenen Staubecken anfangs September 1943 zu beweisen. Der Artikel schliesst wie folgt:

«Auf jeden Fall steht fest: Die Meldungen hinsichtlich einer in Bälde zu erwartenden Stromverknappung entbehren jeder Grundlage und haben höchstens zu einer unnötigen Beunruhigung unserer bereits hinreichend belasteten Wirtschaft geführt. Zu bedauern wäre, wenn es zutreffen sollte, dass der Anstoss für diese Meldung vom Konsortium der Kraftwerke Hinterrhein ausgegangen sei, das damit die Notwendigkeit der baldigen Erstellung eines Grossakkumulierwerkes dokumentieren wollte.»

Der Artikel «Falscher Alarm» erschien dann in etwas veränderter Fassung auch in der «Technischen Rundschau» Nr. 40 vom 24. September 1943. Inzwischen waren die Septemberregen gefallen, und es konnte noch stärker als bisher die Haltlosigkeit der Meldung über nicht gefüllte Staubecken unterstrichen werden. Der Artikel schliesst wie folgt:

«Auf jeden Fall steht fest: Die in zahlreichen Tagesblättern erschienenen Meldungen hinsichtlich einer in Bälde zu erwartenden Stromverknappung entbehren der Grundlage und haben höchstens zu einer unnötigen Beunruhigung unserer hinreichend belasteten Wirtschaft geführt. Uebrigens so schwer zu erraten sind die Zusammenhänge nicht. Vor allem die «Fachtechnischen Belehrungen» des «Tat»-Redaktors bringen etwelches Licht in das Dunkel um den Ursprung dieser Falschmeldungen. Dies Wissen dürfte zweifellos eingeheimst worden sein anlässlich der vom Konsortium Kraftwerke Hinterrhein, Thusis, veranstalteten Presse-Propagandafahrt ins Rheinwald. Man muss schon sagen: Die Ahnungslosigkeit, in welcher sich die «Vertreter der öffentlichen Meinung» vor den Wagen der Propagandisten der Mammut-Akkumulierwerke spannen liessen, bildet fast einen Anreiz zur ungehemmten Interessenpolitik dieser letzteren. Es ging darum, die Stromkonsumenten erneut das Gruseln zu lehren, ihnen einmal mehr zu beweisen, wie einzig die Verwirklichung der Grossakkumulierwerke Rheinwald (300 Mio m³) einen bald chronischen Strommangel zu bannen vermöge. — Gut in Szene gesetzt, doch wir trauen dem Schweizervolk zu, dass es solche Dinge nicht so unbedenken hinnehme, wie eine Anzahl Vertreter seiner Presse!»

Die Meldung der Mittelpresse wurde von einer Reihe von Presseorganen veröffentlicht und zum Teil glossiert. Noch am 14. Oktober 1943, nachdem der «Mittelpresse» schon längst eine Berichtigung

ihrer Meldung zugegangen war, schrieb «Das Aufgebot», Buochs: «Solche Meldungen bringen eine ganz unnötige und nicht zu verantwortende Beunruhigung unserer Wirtschaft und Bevölkerung. Die zuständigen Behörden im Bunde würden vielleicht gut tun, den Urhebern der Nachricht, die doch irgendwo und irgendwie festzustellen sind, nachzugehen und etwas auf die Finger zu klopfen. Es gibt Mittel in der Bearbeitung der Öffentlichkeit, die vielleicht in normalen Friedenszeiten noch angängig sind, die aber in schweren Kriegs- und Krisenzeiten im Interesse des Landes, der Ruhe und der ungestörten wirtschaftlichen Entwicklung auf keinen Fall angehen.»

Wie verhält es sich mit diesen schweren Verdächtigungen gegen das Konsortium Hinterrhein? Zunächst einige Angaben über die Situation des Wasserstandes der Staubecken und der Wasserführung der Gewässer gegen Mitte September 1943.

Am 8. September 1943 betrug die aufgespeicherte Energiemenge aller Staubecken 885 Mio kWh gegenüber 960 Mio bei voller Füllung. Es fehlten also noch rund 75 Mio kWh. Seit Anfang September 1943 hatte sich dieser Stand kaum geändert. Die Staubecken im Voralpengebiet (Wäggitäl, Klöntalersee usw.) waren im Sinken, die Staubecken im Hochgebirge dank der Gletscherschmelze im Steigen begriffen.

Bedenklicher stand es um die Wasserführung der Flüsse. Der Rhein bei Rheinfelden führte am 10. September noch 665 m³/sek, das langjährige Mittel des Septembers beträgt 1109 m³/sek. Die Limmat unterhalb Zürich führte am 10. September 1943 noch knapp 48 m³/sek, gegenüber dem langjährigen Monatsmittel von 108 m³/sek, also kaum die Hälfte. Die Situation am 8./10. September musste in hydrologischer Hinsicht zu Bedenken Anlass geben. Wohl konnte man auf weitere Niederschläge hoffen, musste sich aber daran erinnern, dass auf den trockenen Sommer 1921 auch ein trockener Herbst 1921 gefolgt ist. Jedenfalls wurden von den kriegswirtschaftlichen Behörden verschiedene Massnahmen angeordnet (Einstellung der Energielieferung an Elektrokessel, Absenkung der natürlichen Seen zur Schonung der Speicherbecken usw.). Ein Lichtblick in dieser Situation waren die grösseren Disponibilitäten infolge der Inbetriebsetzung von Verbois, Mörel usw., so dass, verbunden mit der Hoffnung auf weitere Niederschläge, die denn auch Mitte September eintraten, Grund zu starkem Pessimismus nicht vorhanden war.

Am 10. September 1943, also noch inmitten der Niederwasserperiode, kamen etwa 10 bis 12 Journalisten auf einer Besichtigungsfahrt durch die Hin-

terrheinlandschaft in das Albulawerk der Stadt Zürich in Sils (Domleschg). Der dortige Zentralenchef gibt den Presseleuten auf Fragen auch Auskunft über den Stand der Energieproduktion angesichts der lang andauernden Trockenheit. Er kennt die Verhältnisse bei den Werken der Stadt Zürich (Wettingen, Wäggital). Er teilt mit, dass die Limmat etwa die Hälfte der zum vollen Betrieb des Kraftwerkes Wettingen nötigen Wassermenge führe, und dass der *Wäggitalsee etwa 3 bis 4 m* unter dem Stauziel stehe. Ueber andere Stauseen, die er nicht kennt, kann er keine Angaben machen, er erwähnt aber, dass beim Andauern der Trockenheit Einschränkungen im Energieverbrauch für den nächsten Winter zu erwarten seien, mit der Einschränkung der Lieferung für Elektrokessel habe man bereits begonnen.

Redaktor Dr. Kummer von der «Tat» hat an dieser Orientierung teilgenommen und in Nr. 215 der «Tat» vom 13. Sept. 1943 unter dem Titel: «Vor einem stromarmen Winter» darauf hingewiesen, dass man für den nächsten Winter wieder mit Einschränkungen im elektrischen Stromverbrauch, wahrscheinlich sogar mit ziemlich kräftigen, zu rechnen habe. Da die Flüsse nur sehr wenig Wasser führen, vermögen die *Laufwerke gegenwärtig nur die Hälfte oder sogar noch weniger* ihrer normalen Stromproduktion zu liefern. Andererseits seien viele unserer Stauseen zur Stunde noch nicht gefüllt, und es bestehe wenig Hoffnung, das normale Stauziel noch zu erreichen. Beim *Grimalsee* fehlen, wie man vernehme, beispielsweise noch rund vier Meter. Dr. Kummer fährt in seinem Bericht weiter: es seien bereits die ersten Einschränkungen im industriellen Energiekonsum angeordnet worden, so in der Stromabgabe an die Elektrokessel. Weitere Einschränkungen dürften, wenn in letzter Minute, d.h. vor dem bevorstehenden Beginn des Bergwinters, nicht ausgiebige Regenfälle einsetzen, kaum allzu lange auf sich warten lassen. Dem Redaktor der «Tat» ist hier offenbar eine *Verwechslung des Wäggitalsees mit dem Grimalsee* passiert. Der Zentralenchef des Albulawerkes hat über den Stand des Grimalsees, den er nicht kannte, nichts ausgesagt. Bei dem starken Lärm der Maschinen, der im Albulawerk herrscht, ist ein solches Missverständnis aber begreiflich. Das ist die *erste Quelle* des von -Wy- beanstandeten falschen Alarms.

Die Angelegenheit wurde dann etwas später von einem *Berner Pressebüro* aufgegriffen, das in den Tagen vom 16./17. September 1943 in der Presse

einen Artikel: «Mangel an elektrischer Kraft in Sicht» verbreitete, nachdem Herr Nydegger vor dessen Abfassung eine Besprechung mit einer massgebenden Persönlichkeit des Kriegs-Industrie- und Arbeitsamtes in Bern gehabt habe. In diesem Artikel machte Herr Nydegger auf die Wirkung der Trockenheit auf die Stromversorgung im kommenden Winter aufmerksam und wies darauf hin, dass die Stauseen mit Zuflüssen aus den Gletschergebieten nicht übel versorgt zu sein scheinen, dass aber *jene Staubecken vielfach halb leer* seien, die in der Hauptsache von Niederschlägen abhängen. In verdankenswert vorausschauender Weise befassen sich nach Nydegger die kriegswirtschaftlichen Behörden mit der Energieversorgung im kommenden Winter. Die Planung gehe auf gewisse Verbrauchseinschränkungen, die sofort in Kraft gesetzt werden können, wenn es dringend werde. Wie man wisse, hätte bei derartigen Massnahmen die produktive Wirtschaft den absoluten Vorrang von dem privaten Konsum. Dieser dürfte daher im Bedarfsfalle zuerst Opfer bringen.

Hier haben wir die *zweite Quelle* des beanstandeten falschen Alarms. *Aus der Hälfte der normalen Stromproduktion der Laufwerke, wie der Redaktor der «Tat» richtig geschrieben hatte, macht Nydegger halbleere Staubecken.*

Es sind also journalistische Ungenauigkeiten und Missverständnisse, die den Verfasser des Artikels «Falscher Alarm» zu seinen Verdächtigungen und Angriffen gegen das Konsortium Hinterrhein Anlass gegeben haben. *Dieses Konsortium war aber an den beanstandeten Pressemitteilungen in keiner Weise, weder direkt noch indirekt, beteiligt.* Der «Falsche Alarm» fällt auf seinen Urheber zurück.

*

In dieser «Komödie der Irrungen» scheint aber noch ein Schlussakt bevorzustehen, denn heute, gegen Ende November, müssen wir leider befürchten, dass sich der «falsche Alarm» als ein «richtiggehender Alarm» erweisen wird. Angesichts der anormalen Trockenheit und dem Tiefstand der Flüsse sind von den zuständigen Behörden einschränkende Massnahmen im Energieverbrauch angekündigt worden und bei Erscheinen dieser Nummer vielleicht bereits in Kraft getreten. Woraus man die Lehre beherzigen sollte: mit Voraussagen und Behauptungen über die künftige Lage unserer Energieversorgung sehr vorsichtig und zurückhaltend zu sein, solange die nötigen Energiereserven für den Winter nicht zur Verfügung stehen.

A. H.